

## **Consultation publique de l'Arcep**

23 juillet 2025 - 26 septembre 2025

Établissement du plan national de numérotation et de  
ses règles de gestion

Réponse de la Fédération Française des Télécoms

Contact : [mpassariello@fftelecoms.org](mailto:mpassariello@fftelecoms.org)

Lien vers le document en consultation : [Établissement du plan national de numérotation et de ses règles de gestion - CONSULTATION PUBLIQUE - Du 23 juillet 2025 au 26 septembre 2025](#)

## 4 Prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires

### 4.1 Création d'une catégorie de numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général

**Question 1. Avez-vous des commentaires relatifs à la création de la catégorie des numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général, et aux conditions d'attribution, de renouvellement et d'utilisation qui s'y rapportent ?**

Observations : Aucun consensus n'ayant été trouvé entre les opérateurs, aucune réponse commune n'est apportée sur ce point.

### 4.2 Accompagner et sécuriser la mise en œuvre du mécanisme d'authentification du numéro d'appelant

#### 4.2.2 Altération du numéro d'appelant pour les appels provenant de l'étranger présentant un numéro mobile qui n'a pas pu être authentifié

**Question 2. Que pensez-vous des règles d'altération du numéro d'appelant proposées par l'Arcep lorsque les opérateurs n'ont pas la possibilité de s'assurer de l'authenticité du numéro d'appelant mobile présenté lors d'un appel arrivant sur leurs interconnexions internationales entrantes ?**

Observations : Les opérateurs soutiennent l'initiative de l'Arcep visant à sécuriser la mise en œuvre du mécanisme d'authentification du numéro d'appelant et d'altérer le champs FROM pour les appels en provenance de l'international qui n'ont pas pu être authentifiés.

Ils rappellent, que dans la chaîne d'acheminement en France d'un appel international, deux acteurs ont un rôle clé dans l'éventuel traitement de l'identifiant d'appelant :

- L'opérateur « signataire MAN » qui reçoit l'appel d'un opérateur international et le « signe » en « C » (origine internationale) dans le cadre du MAN pour le compte de l'opérateur de départ situé hors de France.

- L'opérateur d'arrivée qui termine l'appel et qui le présente à son client final appelé.

Les éventuels transitaires présents dans la chaîne se doivent d'acheminer l'appel entre l'opérateur signataire et l'opérateur de terminaison à condition que l'appel soit dûment signé MAN sans modifier la signalisation de l'appel (ce qui est toujours le cas, ces appels sont signés en C).

Cependant, compte tenu du retour d'expérience limité et de la complexité de la solution, une décision ne doit pas être prise dans la précipitation. Un arbitrage fondé sur une expertise technique approfondie est nécessaire pour garantir une analyse objective, complète et proportionnée des impacts pour toutes les parties prenantes.

En conséquence, la Fédération invite donc l'Arcep à laisser la communauté des opérateurs définir précisément la solution et les responsabilités associées.

**Question 3. Que pensez-vous de la valeur (« 99 99 99 99 99 ») de l'identifiant d'appelant banalisé proposée par l'Arcep ? L'utilisation de cette valeur présenterait-elle des difficultés techniques ?**

Observations : Les opérateurs alertent l'Arcep que l'utilisation de cette valeur soulève des difficultés techniques majeures, susceptibles d'entraîner l'interruption des appels compte tenu du fait que la valeur retenue par l'Autorité ne relève pas du Plan National de Numérotation et nécessiterait une attribution par l'UIT.

Ils estiment que l'utilisation de l'indicatif pays +33 suivi de la valeur "9 99 99 99 99", ou, du préfixe 0 associé à la même valeur au format national, constituerait une solution techniquement plus aisée à mettre en œuvre.

*4.2.3 Recommandation d'altération du numéro d'appelant pour les situations où les informations d'authentification du numéro ne pourraient être conservées*

**Question 4. Que pensez-vous de la recommandation formulée par l'Arcep d'altérer le numéro d'appelant (avec la valeur « 99 99 99 99 99 ») pour les situations dans lesquelles les opérateurs ne seraient pas en mesure de retransmettre les informations d'authentification apposées dans la signalisation de l'appel, afin d'éviter toute usurpation ?**

Observations :

Les opérateurs soutiennent l'objectif de l'ARCEP visant à prévenir tout risque d'usurpation lorsque la retransmission des informations d'authentification apposées dans la signalisation d'un appel d'origine nationale est impossible.

Toutefois, la recommandation d'altérer systématiquement le numéro d'appelant doit être envisagée avec prudence et dans une perspective graduelle.

En effet, il est établi que des usages frauduleux massifs de numéros mobiles français ont été constatés pour des appels en provenance de l'international. En revanche, un tel phénomène n'est pas avéré pour les appels d'origine domestique en signés B ou C.

Concernant l'attestation B, il y a lieu de mener à terme les travaux en cours visant à mettre fin aux appels attestés en B, conformément à l'échéance fixée la fin du T2 2028, incluant :

- le déploiement de la délégation d'affichage d'ici fin 2027 ;
- la suppression du stock de numéros mis à disposition à l'échéance du fin T2 2028, conformément au plan de numérotation ;
- la migration des ressources de numérotation et, le cas échéant, la migration ou reconfiguration des équipements chez certains opérateurs et leurs clients, au plus tard fin T2 2028).

Concernant l'attestation C, il convient de disposer d'un retour d'expérience concret sur le mécanisme d'altération, notamment pour le traitement des faux roaming out « non camélisables<sup>1</sup> », préalablement à toute généralisation. Cette approche est conforme aux recommandations formulées par l'APNF.

Au regard de l'ensemble des éléments, les opérateurs invitent l'Arcep à supprimer, de son projet de décision, la recommandation d'altérer systématiquement le FROM pour les appels signés en B ou C (à l'exception des numéros mobiles français en provenance internationale). Une mise en œuvre immédiate, même à titre de recommandation, serait susceptible de perturber les travaux inter-opérateurs engagés depuis plusieurs mois.

Il est proposé de laisser la communauté des opérateurs définir, de manière proportionnée et au regard des informations disponibles, les mécanismes de protection appropriés, jusqu'à la fin du T2 2028, date à partir de laquelle on ne devrait plus constater d'appels attestés en B.

## 5 Renforcer la protection des consommateurs

### 5.1 Renforcement des conditions d'utilisation d'un numéro comme identifiant d'appelant ou d'émetteur de messages

#### Question 5. Que pensez-vous des règles proposées par l'Arcep pour encadrer la modification par un opérateur de l'identifiant d'appelant ou d'émetteur ?

**Observations :** Les opérateurs seront en mesure de satisfaire l'obligation proposée par l'ARCEP qu'une fois que la délégation d'affichage aura été effectivement implémentée par l'ensemble des opérateurs, ou, à tout le moins, dès lors qu'une part significative du trafic national sera couverte par ce mécanisme.

Ils estiment que la mise en œuvre de cette délégation nécessitera encore plusieurs années, de sorte qu'il n'est donc pas raisonnable d'envisager une application de cette proposition à compter de la publication de la décision au Journal officiel de la République française. Il est également rappelé que la délégation d'affichage ne concerne que les numéros fixes français.

#### Question 6. Que pensez-vous de l'interdiction proposée par l'Arcep de toute délégation d'affichage portant sur un numéro mobile ?

**Observations :** Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

### 5.2 Délai de réaffectation d'un numéro après résiliation à l'initiative de l'opérateur

#### Question 7. Que pensez-vous de l'application d'un délai de réaffectation d'un numéro à un utilisateur final, lorsque ce numéro a été résilié à l'initiative d'un opérateur, qui soit compris entre 45 et 120 jours ?

**Observations :** Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

### 5.3 Affichage des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant

<sup>1</sup> [Norme 3GPP 29.078 - Customised Applications for Mobile network Enhanced Logic \(CAMEL\)](#)

**Question 8. Que pensez-vous de l'autorisation d'afficher des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant et des conditions associées à l'utilisation de tels numéros en tant qu'identifiant d'appelant ?**

Observations : Les opérateurs considèrent que l'affichage des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant requiert l'établissement d'une liste claire, exhaustive, à jour et opposable des identifiants d'accès habilités à présenter un tel numéro.

Cette démarche relève d'une action de la part des autorités publiques. La transmission officielle de ces listes dédiées aux opérateurs est indispensable pour garantir la cohérence et la fiabilité du dispositif.

Les membres de la FFT alertent l'Arcep que la mise en œuvre, par les opérateurs, du mécanisme de Délégation d'Affichage constitue un prérequis nécessaire à l'apposition d'une signature de niveau « A » pour tout appel présentant un numéro d'urgence.

#### *5.4 Présentation de numéros courts généralistes à tarification majorée en tant qu'identifiant de l'appelant*

**Question 9. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser comme identifiant d'appelant un numéro court dont la composante « S » hors TVA est strictement supérieure à 0,167 € par minute ou strictement supérieure à 0,417 € par appel ?**

Observations : Les opérateurs comprennent l'objectif de protection des consommateurs poursuivi par l'interdiction d'utiliser comme identifiant d'appelant un numéro court dont la composante "S" hors TVA excède 0,167 € par minute ou 0,417 € par appel.

Toutefois, cette disposition soulève des difficultés concrètes de mise en œuvre. En effet, la présentation de numéros courts généralistes à tarification majorée comme identifiant d'appelant entraîne, pour une majorité d'opérateurs, des problèmes d'implémentation technique, notamment en raison de la nécessité de contrôler en temps réel la conformité des numéros utilisés. Elle pose également une difficulté de lisibilité et de contrôle pour les opérateurs, qui doivent gérer et actualiser en permanence la liste de ces numéros afin d'éviter toute erreur ou blocage inapproprié.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de préciser les modalités pratiques de mise en œuvre, afin de garantir la cohérence et l'efficacité du dispositif. Ils proposent d'appliquer cette obligation aux opérateurs affectataires des numéros courts et un contrôle pourrait être applicable au cas par cas et *a posteriori* au niveau de la facturation des appels le cas échéant.

## **6 Prévenir les pénuries et améliorer la gestion de la rareté**

### *6.1 Utilisation effective des ressources attribuées*

**Question 10. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep d'obliger les opérateurs à affecter un premier numéro à un utilisateur final dans un délai d'un an après la notification de la décision d'attribution du bloc correspondant ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

## *6.2 Restitution à l'opérateur attributaire des numéros après résiliation sans portage*

**Question 11. Que pensez-vous, lors d'une résiliation sans portage, de l'obligation de restituer un numéro précédemment porté à l'opérateur attributaire au terme du délai de réaffectation ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

## *6.3 Limitation de la quantité attribuable de préfixes RIO*

**Question 12. Que pensez-vous de la limitation du nombre de préfixes RIO attribuables par opérateur à un ?**

Observations : Les opérateurs comprennent que, dans le contexte de la fin de la mise à disposition des ressources, le nombre global d'opérateurs devra être corrélé à la disponibilité des préfixes RIO des numéros polyvalents et spéciaux.

Les opérateurs considèrent qu'il serait préférable attribuer un seul préfixe RIO uniquement aux nouveaux opérateurs, tout en maintenant une certaine souplesse pour les acteurs déjà établis ce qui permettra de libérer progressivement d'autres codes RIO.

## *6.4 Allocation de nouvelles séries et de nouveaux sous-blocs de numéros polyvalents à la Guadeloupe, à la Martinique et à Mayotte*

**Question 13. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents pour les territoires de Guadeloupe, Martinique et Mayotte ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

## *6.5 Allocation de nouvelles séries de numéros polyvalents vérifiés en outremer*

**Question 14. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents vérifiés pour les territoires de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

## *6.6 Allocation de nouveaux préfixes de routage des numéros polyvalents et nouveaux préfixes de routage des numéros mobiles en outremer*

**Question 15. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux préfixes de routage, à la fois pour les numéros polyvalents et les numéros mobiles, pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

#### *6.7 Granularité d'attribution des numéros polyvalents de longueur étendue et des numéros mobiles de longueur étendue en outremer*

**Question 16. Que pensez-vous de la réduction à 100 000 numéros de la granularité d'attribution des numéros polyvalents de longueur étendue et des numéros mobiles de longueur étendue pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

#### *6.8 Évolution des codes R1R2 utilisés pour l'identification des réseaux mobiles*

**Question 17. Que pensez-vous des évolutions relatives à l'attribution et à l'utilisation des codes R1R2 ?**

Observations : Les opérateurs émettent une réserve technique concernant l'évolution des règles d'utilisation et d'attribution des codes R1R2.

Si aucune opposition ne serait à formuler pour les valeurs 97 et 99, l'ampleur des modifications techniques des SI de facturation, concernant l'attribution des codes R1R2 existants, est telle que l'obligation envisagée n'est pas proportionnée, notamment concernant les difficultés d'implémentation liées aux réseaux 2G/3G, qui seront de toute manière fermés à partir de 2028. Les opérateurs estiment nécessaire de conserver à minima la valeur 01 pour le fixe

#### *6.9 Suppression des préfixes d'accès à des services de réseau privé virtuel*

**Question 18. Que pensez-vous de la suppression des préfixes d'accès à des services de réseau privé virtuel ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

### **7 Préciser l'utilisation des ressources en numérotation**

#### *7.1 Gestion des numéros mis à disposition*

**Question 19. Que pensez-vous de l'interdiction, d'ici au 1er juillet 2028, des mises à disposition de numéros ?**

Observations : Les opérateurs sont favorables à cette proposition. A défaut d'une date imposée par l'ARCEP, les attestations B perdureront ce qui irait à l'encontre du MAN.

Toutefois, ils recommandent que la mise à disposition des numéros mobiles à longueur étendue (15 D) prenne fin à compter de juillet 2028. Néanmoins, ils estiment nécessaire que les numéros attribués avant cette échéance soient maintenus pour une période transitoire. Un calendrier provisoire sera bientôt partagé avec l'Autorité.

Les opérateurs estiment pertinent de réduire la granularité d'attribution des tranches, en la limitant à 100 000 numéros, plutôt qu'à des blocs d'un million.

## 7.2 Conditions d'utilisation des préfixes de routage

**Question 20. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser des préfixes de routage fournis par un autre opérateur ?**

Observations : Les opérateurs sont favorables à la suppression de l'usage de préfixes de routage fournis par un autre opérateur. Ils considèrent toutefois qu'il est indispensable que l'interdiction de l'utilisation de ces préfixes prenne effet concomitamment à la fin de toute mise à disposition de numéros (autres que les mobiles à longueur étendue), soit à partir de la fin du T2 2028.

## 8 Simplifier, clarifier, harmoniser et améliorer les processus

### 8.1 Rapports transmis à l'Arcep

**Question 21. Que pensez-vous de la suppression de l'obligation de transmettre annuellement des rapports d'utilisation et de mise à disposition ?**

Observations : La préparation du rapport de mise à disposition constitue une charge substantielle pour les opérateurs et requiert un délai de 6 à 8 semaines avant transmission. Dès lors que l'ARCEP entend subordonner les attributions de ressources à la fourniture de ce rapport, les opérateurs considèrent que cette suppression pourrait engendrer des délais supplémentaires aux nouvelles attributions des ressources de numérotation, incompatibles avec les exigences opérationnelles pour disposer de nouveaux numéros.

### 8.2 Arrêt effectif des services pour les numéros spéciaux et courts

**Question 22. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de ces éléments dans le cadre d'une restitution de numéros spéciaux et courts ?**

Observations : Avant de demander à l'ARCEP la restitution d'un numéro court ou d'un bloc de numéros spéciaux, l'opérateur affectataire doit d'abord procéder à sa fermeture technique dans le RSVA. Pour cela, il doit être l'exploitant de l'ensemble des numéros du bloc, aucun d'eux ne devant avoir été porté vers un autre opérateur.

La consultation de l'annuaire inversé des numéros spéciaux et courts permet de vérifier que le numéro court ou un des numéros du bloc concerné est bien fermé. En effet, un numéro quelconque d'un bloc de numéros spéciaux n'apparaît comme fermé dans le RSVA que si l'ensemble du bloc auquel il appartient a été fermé.

### 8.3 Fiabilisation des demandes d'attribution, de renouvellement, de restitution, d'abrogation et de transfert de ressources en numérotation

**Question 23. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture d'un document attestant de l'habilitation du demandeur par l'entreprise dès lors que celui-ci n'est pas employé par cette société et qu'il demande un identifiant d'accès pour le compte de cette dernière ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.



#### 8.4 Localisation des équipements techniques

**Question 24. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse postale de l'équipement ainsi que l'adresse postale du point d'interconnexion pour chaque demande de numéros territorialisés et de préfixes de routage de numéros polyvalents et mobiles ?**

Observations : Aucun consensus n'ayant été trouvé entre les opérateurs, aucune réponse commune n'est apportée sur ce point.

**Question 25. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse physique du point de signalisation pour toute demande d'attribution de CPSN ?**

Observations : Aucun consensus n'ayant été trouvé entre les opérateurs, aucune réponse commune n'est apportée sur ce point.

#### 8.5 Fourniture de contacts fonctionnels chez les opérateurs

**Question 26. Avez-vous des commentaires relatifs à la modification du type de contacts à fournir à l'appui d'une demande d'attribution ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

---

#### Observations supplémentaires :

---

---

##### Isolation et meilleure visibilité des ressources mobiles E\*Message

Le caractère spécifique du trafic lié aux services de radiomessagerie justifierait un traitement distinct dans le Plan National de Numérotation par l'Arcep, à l'instar de ce qui a été réalisé pour les numéros polyvalents vérifiés.

Une telle mesure présenterait plusieurs avantages :

1. Elle permettrait d'assurer une communication plus claire auprès des consommateurs et des opérateurs, en facilitant la distinction de cette tranche de numéros.
2. Elle contribuerait à préserver la lisibilité du plan de numérotation et à renforcer la transparence sur l'usage des ressources.

3. Elle garantirait le maintien du caractère « sanctuarisé » des tranches 06 et 07, réservées aux communications interpersonnelles entre deux personnes.
-